

## Ecole laïque et révolution socialiste, exposé de Frédéric Castaing

### CEM du 20 décembre 1974

L'actualité politique, après la publication du projet Lesur visant à démanteler l'école maternelle et l'annonce d'une réforme Haby destinée à combler le vide créé par l'abandon de la réforme Fontanet, justifie amplement s'il était nécessaire le sujet choisi ce soir pour cette deuxième séance du Cercle d'Etudes Marxistes de Paris sur les problèmes de l'école.

J'aborderai la place de cette question de l'école laïque dans la révolution prolétarienne et au regard de la construction du Parti révolutionnaire en France, d'abord sous son angle historique et de principe puis directement en liaison avec les développements actuels de la lutte des classes.

### L'œuvre de la révolution française

Le capitalisme s'est développé au sein d'un monde rural et cloisonné, impuissant et craintif devant la nature, au mode de production étriqué, jusqu'à le faire éclater, créant ainsi les conditions favorables à un développement plus rapide des forces productives : la bourgeoisie, alors que l'homme avait été sans défense devant le froid, la faim et l'obscurité, soumis à la magie et au dogme, se jeta sur l'élément naturel, le soumit à sa raison pour mieux conquérir ses richesses; la bourgeoisie alors que les hommes jusque-là étaient de petits producteurs individuels et dispersés, possédant chacun un moyen de travail limité, transforma ces moyens de production restreints en de puissantes forces productives ; la bourgeoisie, alors que jusque-là le travail salarié était une exception, une activité annexe, concentra des masses d'hommes et les enchaina à la machine. Ainsi le capitalisme assumait un rôle historique progressiste en développant l'ensemble des forces productives : il créait les conditions matérielles, conquête de la nature, connaissance, socialisation de la production, développement technique, pour le passage de l'humanité à un stade supérieur de développement. En même temps il poussait à l'extrême l'exploitation de l'homme par l'homme, engendrant et développant le prolétariat moderne, son propre fossoyeur.

Dans ce mouvement, la bourgeoisie montante devait fatalement se heurter brutalement à l'aristocratie et à l'église, l'une et l'autre attachées à la défense de l'ordre féodal ; elle devait aussi fatalement se heurter à la masse des non possédants qu'elle éveillait au combat contre le vieil ordre social mais qui aspirait à en finir avec toute exploitation. Aussi, en même temps qu'elle balaya tout le fatras de l'ancienne société, douanes intérieures, corporations, enchevêtrement juridique, bureaucratie gouvernementale, privilèges des parasites, en même temps qu'elle s'empara des biens du clergé et réglementa un régime strict de séparation de l'Eglise et de l'Etat, comme de l'Eglise et de l'Ecole, la Révolution française interdit les associations ouvrières avec la loi Le Chapelier en 1791.

Le moyen âge féodal avait créé une Ecole de castes entièrement contrôlée par l'Eglise et strictement réservée aux classes dirigeantes comme à leurs serviteurs haut placés ; le reste de la population végétait dans l'inculture et l'ignorance ou bien en échange de la formation à un métier se trouvait étroitement assujetti à un patron. La Révolution française, après avoir ruiné l'apprentissage traditionnel des corporations, supprima par le décret d'octobre 1793 « *tous les collèges d'humanité, les écoles des droit et de théologie ainsi que les petites écoles sous quelque*

dénomination qu'elles existent », et en juillet, Robespierre devait présenter le plan Lepeletier à la Convention :

« *L'Education nationale sera égale pour tous ; tous recevront même nourriture, mêmes vêtements, même instruction, mêmes soins. [...] L'Education nationale étant la dette de la République envers tous, tous les enfants ont droit de la recevoir, et les parents ne pourront se soustraire à l'obligation de les faire jouir de ses avantages [...] L'étude des connaissances humaines sera enseignée publiquement et gratuitement par des maîtres salariés par la nation.* » Ce plan révolutionnaire ne sera cependant présenté, discuté et voté que sous la pression des Sans-culottes parisiens qui avaient mis l'instruction au premier plan de leurs revendications comme un moyen d'aboutir à l'égalité des jouissances et les Conventionnels refuseront toujours d'appliquer le principe de l'obligation: en Pluviose. Hébert dit: « *La grande colère du père Duchesne de voir que l'instruction publique ne va que d'une aile et qu'il existe des accapareurs d'esprit qui ne veulent pas que le peuple soit instruit afin que les gueux continuent à porter la besace.* »

A la fin de la révolution, la puissance matérielle de l'aristocratie et de l'Eglise était très diminuée; quant à leur influence et à leur prestige, ils avaient déjà été fortement ébranlés par les philosophes du XVIIIème siècle. En effet, la bourgeoisie dans sa progression, rejetant impitoyablement toute superstition et explication métaphysique, avait dû essayer d'établir les lois de la connaissance nécessaire au développement, car comment développer les forces productives sans maîtriser ces forces de la nature « *aveugles et violentes tant que nous ne les connaissons pas, dociles et utiles une fois reconnues et saisies dans leurs activités* ». Ainsi face à la monarchie de droit divin s'était affirmé comme une nouvelle conception du monde, le matérialisme des philosophes du XVIIIème siècle qui, s'attaquant à tous les domaines, passant au crible toutes les productions antérieures, fut poussé à son terme par la bourgeoisie dans son affrontement victorieux avec l'aristocratie et l'Eglise et trouva sa réalisation dans la Révolution française. « *Nous savons aujourd'hui - explique Engels - que ce règne de la raison n'était rien d'autre que le règne idéalisé de la bourgeoisie ; que la justice éternelle trouva sa réalisation dans la justice bourgeoise ; que l'égalité aboutit à l'égalité bourgeoise devant la loi; que l'on proclama comme l'un des droits essentiels de l'homme ... la propriété bourgeoise et que l'Etat rationnel, le contrat social de Rousseau ne vint au monde et ne pouvait venir au monde, que sous la forme d'une république démocratique bourgeoise.* » Les grands penseurs du XVIIIème siècle ne pouvaient en effet dépasser les barrières que leur propre époque leur avait fixées ils n'en éclairaient pas moins les esprits pour la révolution qui venait.

Le conventionnel Ducos lors des débats à la Convention sur l'organisation de l'Ecole primaire s'attire les applaudissements en affirmant... « *La première condition de l'instruction publique est de n'enseigner que des vérités. Voilà l'arrêt d'exclusion des prêtres.* » Et Fouchet, futur duc d'Otrante. écrit en 1793 : « *En vain vous donnerez au peuple des instituteurs si à côté des écoles de la philosophie et de la raison vous laissez subsister, vous salariez les écoles des préjugés et de la superstition. Les salarier c'est en consacrer les maximes et les pratiques, c'est les prescrire, c'est se rendre complice, c'est mettre un obstacle invincible aux progrès de la vérité, c'est une prévarication contre la postérité de la République et un crime envers la génération qui s'élève.* »

C'est donc la Révolution française qui au nom de l'égalité en droit des citoyens, inscrite dans la Déclaration des droits de l'homme, formule pour la première fois en toute clarté, la nécessité d'un enseignement débarrassé du dogme et diffusé dans une école ouverte à tous, gratuite et

laïque ; mais cette formulation générale doit être précisée parce qu'elle présente la bourgeoisie comme un bloc homogène tout entier tendu vers la défaite de l'aristocratie et du clergé. Or, si la bourgeoisie en France, pendant la Révolution, dans toutes ses fractions, se considérait alors comme tactique pour le combat, si le peuple, les petits bourgeois, les artisans et les paysans élistaient comme députés des bourgeois, il fallut en chemin toute la puissance de la lutte révolutionnaire, les interventions répétées de la sans culotterie parisienne, pour balayer à chaque étape ses éléments les plus conservateurs et la pousser en avant. Marx explique dans le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte : « *Dans la Première Révolution française, la domination des constitutionnels fait place à la domination des girondins, et celle-ci à celle des jacobins. Chacun de ces partis s'appuie sur le plus avancé. Dès que, l'un d'eux a poussé la révolution assez loin pour ne plus pouvoir la suivre et à plus forte raison la précéder, il est mis à l'écart par l'allié le plus hardi qui le suit et envoyé à la guillotine.* » Ainsi, la démocratie bourgeoise n'atteignit jamais ses véritables sommets, n'alla jamais aussi loin que pendant la période de la démocratie jacobine et terroriste de 1793 ; et là encore il faut préciser.

Ce sont les couches les plus basses de la sans-culotterie parisienne, les ancêtres du prolétariat moderne qui ont poussé la Révolution française jusqu'à la défaite de l'aristocratie et du clergé. Engels écrit : « Les bourgeois ont toujours été trop lâches pour défendre leurs propres intérêts; dès la Bastille, la plèbe a dû faire tout le travail pour la bourgeoisie. En effet sans cette intervention, ni le 14 juillet, ni les actions des 5 et 6 octobre au 10 août, ni le 2 septembre, n'eussent eu lieu; la bourgeoisie eut à chaque fois succombé devant l'ancien régime. Mais ces interventions n'allaient pas sans que les plébéiens donnent aux revendications révolutionnaires de la bourgeoisie un sens qu'elles n'avaient pas. Ainsi ils poussaient l'égalité et la fraternité jusqu'à leurs conséquences extrêmes qui inversaient le sens bourgeois de ces formules, ce sens poussé à l'extrême se changeant alors en son contraire. Mais cette égalité et cette fraternité plébéienne ne pouvaient être qu'un pur idéal à une époque où il devait s'agir de réaliser précisément le contraire. Comme ce fut le cas partout, l'ironie de l'histoire fit que cette conception plébéienne des mots d'ordre révolutionnaires fut le levier le plus puissant pour faire passer dans les lois la conception opposée, l'égalité bourgeoise, et pour faire passer dans la production, l'exploitation, au lieu de la fraternité. « C'est cette contradiction fondamentale qu'Engels souligne encore quand il dit : « *La démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et au fond une pure hypocrisie... cette forme hypocrite ne doit pas subsister. La contradiction qu'elle recèle doit apparaître au grand jour: ou bien un véritable esclavage et cela signifie un despotisme non déguisé, ou bien une authentique liberté ainsi qu'une authentique égalité et cela signifie le communisme. La Révolution française a produit ces deux éléments : Napoléon instaura l'un, Babeuf l'autre.* »

## **Empire et jacobinisme**

Après thermidor et l'élimination de la petite bourgeoisie jacobine et terroriste, c'est la fraction la plus modérée de la bourgeoisie qui, au nom de la liberté et de la propriété que la Révolution avait définies comme des droits imprescriptibles de l'homme, supprime l'obligation de la gratuité dans l'enseignement primaire avant de se jeter dans les bras de l'Empire comme seule issue face à la masse des non-possédants qui avaient cru le moment venu de régler leur compte à tous les oppresseurs. « *La Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée. Elle est finie* », proclament les consuls au lendemain du 18 brumaire. Il faut en finir avec le jacobinisme, « *ce mode plébéen de règlement de compte avec les ennemis féodaux de la bourgeoisie* » ; il faut

rétablir l'ordre et la paix sociale. L'Empire jette alors les bases de l'Etat moderne, instrument de domination de la bourgeoisie, et dès ce moment l'Etat bourgeois qui s'est constitué en se dégageant de l'emprise de l'Eglise va utiliser celle-ci comme facteur d'ordre en se la subordonnant. Le Consulat remet à la disposition du culte les églises, évêchés, grands séminaires, presbytères qui étaient propriété de l'Etat depuis la Révolution, et il y aura désormais un budget des cultes ; en échange l'évêque collabore avec le préfet et le curé, lit en chaire les bulletins de la grande armée. Aux grands bourgeois anticléricaux qu'il appelle avec mépris ses « *métaphysiciens* », aux jacobins ralliés et aux généraux plébéiens furieux du sacre de Notre-Dame, Bonaparte parle alors le langage de la raison : « *Je ne vois pas dans la religion le mystère de l'incarnation, mais j'y vois le mystère de l'ordre social.* »

En particulier, toutes les institutions scolaires sont placées sous le double signe de la religion et de l'Empire : « *Dieu et l'empereur, voilà les deux noms qu'il faut graver dans le cœur des enfants, c'est à cette double pensée que doit se rapporter tout le système de l'Education nationale* », explique une circulaire impériale de 1805. Ainsi l'enseignement primaire est-il abandonné aux frères des écoles chrétiennes ; Napoléon écrit en 1806 dans une lettre au conseil d'Etat : « *On prétend que les écoles primaires tenues par les frères ignorantins pourraient introduire dans l'université un esprit dangereux [...]; je ne conçois pas l'espèce de fanatisme dont quelques personnes sont animées contre les frères ignorantins, c'est un véritable préjugé ; le fait est qu'ils existent dans l'administration ; je conclus qu'il vaut mieux les régulariser.* » Au sujet des lycées, pièces maîtresses de l'Université impériale, un étudiant écrit : « *On présente Napoléon à la jeunesse comme un envoyé de Dieu ; des évêques inspecteurs lui intiment l'ordre de l'adorer; les plus fausses doctrines lui sont enseignées : là on préconise le pouvoir absolu; l'imposture et l'obscurantisme y triomphent.* » Enfin, pas plus que les législateurs révolutionnaires de 1793, l'empereur ne considère l'enseignement technique élémentaire comme un secteur de l'Education nationale ; seules se multiplient quelques écoles militaires à Saint-Cyr, Brest ou Toulon. L'apprentissage du métier est laissé à la disposition des patrons, sur le tas ou pratiqué dans des ateliers de charité à l'initiative des sociétés charitables qui se sont reconstituées après avoir été supprimées en 1793.

C'est pourtant cette Université impériale que trente ans plus tard, à la Chambre des pairs, Montalembert va dénoncer comme « *La fille de la Convention et de Napoléon* » et l'évêque de Langres disait en 1850 : « *Napoléon a fait deux grandes œuvres : l'une le Concordat où il a pu tempérer par l'idée religieuse traditionnelle l'esprit de la révolution, l'autre l'université où il a été vaincu par l'esprit de la révolution.* » « *L'esprit de la révolution* », c'est le monopole napoléonien contre la liberté de l'enseignement, c'est le centralisme jacobin contre le fédéralisme, c'est la terreur contre le libéralisme. Marx et Engels, dans *La Sainte Famille*, expliquent : « *Napoléon fut le dernier combat de la terreur révolutionnaire contre la société bourgeoise également proclamée par la Révolution et contre la politique bourgeoise. Certes Napoléon saisissait déjà la nature de l'Etat moderne[...]. Il se résolut à reconnaître ces fondements et à les protéger : ce n'était pas un terroriste rêveur. Toutefois, en même temps, il considérait encore l'Etat comme une fin en soi et la bourgeoisie comme un bailleur de fonds, un subordonné qui ne devait pas avoir de volonté propre. Il réalisa pleinement la terreur en substituant à la révolution permanente, la guerre permanente.* » Rien d'étonnant si la fraction de la bourgeoisie jacobine, pourchassée puis mise au pas sous l'Empire, réapparaît en 1815 pendant les Cent Jours et prétend faire revivre 1793 quand Napoléon est porté en triomphe aux cris de « *A bas la calotte!* » ou bien « *Les Bourbons à l'échafaud !* ». Napoléon qui avait exporté les conquêtes

révolutionnaires dans toute l'Europe mais qui avait aussi déclaré jadis : « *Vous croyez que l'homme peut être homme s'il n'a pas Dieu (...). L'homme sans Dieu je l'ai vu à l'œuvre en 1793. Cet homme-là on ne le gouverne pas, on le mitraille, de cet homme-là j'en ai assez.* » Ce Napoléon-là en tous cas ne pouvait qu'hésiter à s'appuyer sur la bourgeoisie républicaine qui bientôt entraînera le peuple et poussera en avant la bourgeoisie dans son ensemble contre la monarchie de Charles X ; cette bourgeoisie jacobine que les banquiers vont rejeter dans l'illégalité en installant bien vite Louis Philippe à l'Hôtel de Ville.

A ce moment le mode de production capitaliste, les contradictions entre bourgeois et prolétaires étaient alors trop peu développées ; le prolétariat était encore incapable d'une action politique indépendante et suivait tout naturellement la bourgeoisie républicaine auréolée du prestige de 1793. Une fois liquidé Charles X qui s'était fait sacrer à Reims et avait touché les écrouelles avant de faire voter sa loi sur le sacrilège et de suspendre les cours de Guizot à la Sorbonne, républicains jacobins et ouvriers révolutionnaires se retrouvent côte à côte dans les sociétés secrètes contre la Monarchie censitaire de juillet. C'est ce passé, cet héritage du jacobinisme vivant dans la mémoire populaire, qui rendra possible à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle au radicalisme bourgeois français de tenir sous son influence la majorité du peuple et même du prolétariat. Ce jacobinisme avec son culte de la république et son anticléricalisme foncier qu'aujourd'hui la bourgeoisie décadente, apeurée devant son propre passé révolutionnaire déshonore et calomnie, mais qui a nourri les républicains radicaux de la fin du siècle quand ils poussaient la bourgeoisie en avant et faisaient voter des lois laïques uniques au monde.

### **Contre le prolétariat la-bourgeoisie fait bloc avec l'aristocratie et le clergé**

C'est ce jacobinisme aussi avec sa phraséologie et ses traditions héroïques auquel la classe ouvrière française va avoir du mal à régler son compte historiquement. 1848, c'est le premier grand affrontement moderne entre le prolétariat détaché dès ce moment de l'ancien ordre opprimé des masses non possédantes et son ennemi mortel. Marx et Engels écrivent dans le manifeste : « *Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une sainte alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne. Quelle est l'opposition qui n'a pas été accusée de communisme par ses adversaires au pouvoir ? Quelle est l'opposition qui à son tour, n'a pas renvoyé à ses adversaires de droite ou de gauche l'épithète infâmante de communiste ?* » Le communisme telle est en effet désormais la question essentielle par rapport à laquelle toutes les fractions de la bourgeoisie se déterminent et amorcent un processus d'unification contre le prolétariat ; en particulier les partis de la petite bourgeoisie démocratique qui capitulent ouvertement devant la réaction. La collaboration entre Louis Blanc et Ledru Rollin, entre les représentants de la classe ouvrière et ceux de la bourgeoisie radicale, front populaire avant la lettre, ouvre la voie au général républicain Cavaignac derrière lequel, face au prolétariat, vont se rassembler toutes les tendances de la bourgeoisie. « *La république bourgeoise l'emporta. Elle avait pour elle l'aristocratie financière, la bourgeoisie industrielle, les classes moyennes, la petite bourgeoisie, l'armée, le sous-prolétariat organisé en garde mobile, les intellectuels, les prêtres et toute la population rurale.* » (Marx, Le 18 brumaire.)

La petite bourgeoisie incapable d'occuper une place indépendante dans le combat révolutionnaire se tourne du côté de la bourgeoisie si le prolétariat n'a pas pris à temps la

direction de la lutte. Ces faits vont être généralisés par Marx et Engels dans la circulaire rédigée en 1850 au nom de la Ligue des communistes et qui pose comme principe :

*« Les travailleurs doivent contribuer eux-mêmes à leur victoire finale en prenant conscience de leur intérêt de classe, en se posant aussitôt que possible en parti indépendant et, malgré les tirades hypocrites des petits bourgeois démocratiques, en ne perdant pas un seul instant de vue l'organisation autonome du parti du prolétariat. »* Pour entraîner les masses des villes et des campagnes, le mouvement ouvrier doit combattre avec la perspective de la révolution prolétarienne en assurant à chaque moment son indépendance, c'est-à-dire en rompant avec le radicalisme bourgeois qui a frayé la voie à la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie, celle des Thiers et des Guizot, avant d'être éliminé par elle et rejeté à nouveau dans l'opposition sous l'Empire.

La bourgeoisie libérale et parlementaire des banquiers qui, après la terreur, après l'Empire, après les Bourbon et la Restauration, avait cru enfin réaliser en 1830 ses vœux de 1789 en s'offrant avec la monarchie censitaire un régime qui soit l'expression officielle de son pouvoir exclusif, tend alors la main à la bourgeoisie industrielle qu'elle avait laissée à l'écart, rejetée dans l'opposition et fait bloc avec l'Eglise et l'aristocratie contre le prolétariat. Ainsi, lorsqu'en 1851 le vicomte de Falloux présente sa loi, conforme au programme qu'il s'était tracé dans sa courte carrière politique : *« Dieu dans l'éducation, le pape à la tête de l'Eglise et l'église à la tête de la civilisation »*, les représentants de la bourgeoisie sont si ouvertement favorables que Montalembert, le grand polémiste des ultras, n'aura qu'à laisser parler un Thiers frénétique : le petit Thiers qui avait fait la révolution de 1830, qui passait pour un défenseur de l'Université contre les visées de l'Eglise et qui déclare alors à la Chambre: *« Moi qui à une autre époque ne voulais pas immoler l'université au clergé, qui certes quant à l'enseignement secondaire n'y serait pas encore disposé aujourd'hui, je suis prêt à lui donner tout l'enseignement primaire. Ah si l'Ecole devait toujours être tenue par le curé ou son sacristain, je serais loin de m'opposer au développement des écoles pour les enfants du peuple [...] Je demande formellement autre chose que ces détestables petits instituteurs laïques, je veux encore là rendre toute-puissante l'influence du clergé ; je demande que l'action du curé soit forte, beaucoup plus forte qu'elle ne l'est parce que je compte beaucoup sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend que l'homme est ici pour souffrir et non cette autre philosophie qui dit au contraire à l'homme : jouis. Et si tu ne te trouves pas bien dans ta situation actuelle frappe sans crainte le riche. »* Montalembert, qui ne craignait personne sur ce terrain de la réaction, n'avait vraiment pas besoin de se fatiguer avec Thiers à la tribune.

Après la Révolution de 1830 qui a fait passer le pouvoir des mains des propriétaires terriens à celles des banquiers, et celle de 1848 qui abat la couronne derrière laquelle se masquait le capital, après les journées de juin 1848, l'écrasement du prolétariat, l'Etat moderne achève de s'édifier avec ses organes constitutifs : armée permanente, police, fonctionnaires. L'Eglise éternel gardien de l'ordre établi est alors appelée à la rescousse et la bourgeoisie fait bloc avec l'aristocratie contre l'ennemi de classe, le prolétariat qui a tant effrayé la bourgeoisie en juin 1848. En 1850 quatre mille instituteurs sont révoqués et les congrégations encouragées à prendre en charge l'enseignement ; dans les écoles normales, l'élève maître doit souscrire l'engagement suivant : *« Je verrai toujours dans Monsieur le curé le représentant de notre seigneur ; j'aurai grande confiance en lui, je suivrai docilement ses avis [...], je ne ferai aucune démarche, aucune visite, je ne sortirai pas du village sans la permission de Monsieur le curé »*, et tandis que l'enseignement public présent dans les communes depuis la loi Guizot en 1833 est

placé sous le joug de l'Eglise, l'Ecole confessionnelle connaît une phase d'expansion considérable. Victor Hugo peut alors évoquer dans un discours extraordinaire fait à la Chambre à propos de la loi Falloux : « *La sacristie souveraine, la liberté trahie, l'intelligence vaincue et liée, les livres déchirés, le Prône remplaçant la presse, la nuit faite dans les esprits par l'ombre des soutanes et les génies matés par les bedeaux.* »

Deux ans après, la dictature militaire du Second Empire, ce fruit naturel du parti de l'ordre et de la République, met l'Eglise à contribution ainsi que l'armée et la police pour libérer la bourgeoisie de tout souci politique et lui permettre de développer son industrie et son commerce comme d'asservir les travailleurs au capital. C'est l'époque où la plus grande misère contraste avec le plus grand luxe, la plus grande corruption ; l'époque où l'instituteur et le professeur doivent faire réciter le catéchisme et conduire les enfants à la messe : « *on trouve que vous négligez un peu l'histoire sainte* », dit le curé de Bouvard et Pécuchet à l'instituteur Petit ; et encore : « *L'heure du catéchisme est trop courte (...j. Voilà Pâques bientôt, j'espère que vous donnerez l'exemple en communiant avec ferveur* » ; l'époque où, à cause de l'exploitation intensive du travail des enfants, la jeunesse ouvrière se voit refuser toute scolarisation ou bien se trouve parquée dans des écoles garderies. Engels donne l'exemple des mines : « *C'est à chaque instant qu'on peut voir des enfants aussitôt arrivés à la maison se jeter sur le sol de pierre devant le foyer et s'y endormir immédiatement, incapables de prendre le moindre morceau de nourriture ; les parents sont obligés de les laver et de les mettre au lit tout endormis ; il est même fréquent qu'ils se couchent sur la route et quand, bien avant dans la nuit, les parents viennent les chercher, ils les trouvent en train de dormir. Il semble courant que ces enfants passent au lit une partie du dimanche pour se reposer quelque peu de leur épuisement de la semaine. Eglise et école ne sont fréquentées que par un petit nombre d'entre eux ; et encore leurs instituteurs se plaignent-ils qu'ils soient somnolents et engourdis malgré leur envie d'apprendre.* » La lère Internationale revendique alors une école laïque gratuite et obligatoire « *pour contrecarrer les effets d'un système social qui dégrade l'ouvrier au point de le transformer en un simple instrument d'accumulation du capital et qui fatalement change les parents en marchands d'esclaves de leurs propres enfants* ».

### **L'école laïque en France est l'œuvre de la IIIe république**

Face au prolétariat naissant, la bourgeoisie fait bloc avec l'Eglise et l'aristocratie foncière et est incapable d'appliquer un programme démocratique. De là à dire que les lois de 1881 en France sont le produit des combats de la classe ouvrière française il n'y a qu'un pas. Mais cette affirmation qui met l'accent sur la contradiction fondamentale, à savoir celle qui oppose la bourgeoisie au prolétariat, doit être revue pour rendre compte exactement de la réalité de la lutte de classe. D'abord, les lois laïques ont été votées après l'écrasement de la Commune. Ensuite si l'alliance de la bourgeoisie et de la hiérarchie catholique jalonne la lutte de classe, il ne faut pas tomber dans un mécanisme ridicule : le développement des relations capitalistes nécessitait la formation d'une main-d'œuvre pourvue d'une instruction minimale, ainsi qu'une lutte serrée contre les restes du passé féodal. Enfin, il y a toujours en France différentes fractions de la bourgeoisie qui s'opposent : en particulier la bourgeoisie radicale et républicaine qui a ouvert la voie à la répression et à la réaction en 1848 n'a pas disparu ; elle s'appuie sur les traditions, l'héritage des jacobins et continue à cristalliser dans l'opposition une partie du peuple et des travailleurs comme elle s'appuie de plus en plus sur une fraction du capital, celle

des industriels, contre une autre fraction libérale et parlementaire, celle des banquiers, liée à l'église et prête à composer avec les anciennes classes dirigeantes.

C'est déjà le Second empire bientôt en lutte contre une de ses fractions cléricale qui s'oppose résolument à partir de 1859 au remplacement des instituteurs laïques par des congréganistes et met en place les cours d'adultes. Si comme l'explique alors le ministre Duruy « *il est d'un intérêt social de premier ordre de mettre l'instruction primaire au nombre des grands services publics* », c'est que la conquête du monde, la concentration industrielle, les machines-outils, le perfectionnement, la division du travail, ne peuvent se contenter d'une main-d'œuvre dépourvue de tout et inculte de la période de l'accumulation primitive. Il faut une masse de travailleurs sachant au moins lire les règlements d'usiner, faire quelques calculs élémentaires, écrire un rapport.

Pourtant, comme dans tous les autres pays d'Europe qui connaissent sensiblement le même développement du capital, l'Ecole publique reste confessionnelle, et ni le principe de l'obligation ni celui de la gratuité ne sont encore admis ; Deseigny, gendre des Schneider, à la fin du Second Empire, explique que les machines ayant révolutionné toutes les industries « *la victoire appartient au peuple le plus instruit et le plus moral mais il faut absolument à nos populations ouvrières des notions morales qu'on ne peut trouver que dans un christianisme éclairé, dans une foi profonde et intellectuelle* ». La bourgeoisie dans son ensemble a depuis longtemps compris le danger mortel que constitue pour elle l'élévation du niveau intellectuel du prolétariat et le rôle que peut jouer l'Eglise, force matérielle redoutable sans cesse reconstituée par ses soins contre la classe ouvrière. Elle sait aussi maintenant qu'il existe une Internationale au nombre d'adhérents inconnu ce qui la rend encore plus inquiétante. Ainsi, et c'est essentiel, la séparation de l'Eglise et de l'Ecole, la séparation de l'Eglise et de l'Etat ne devront leur réalisation en France qu'à des circonstances historiques particulières, bien que fondamentalement elles répondent aussi à cette fonction pratique que la bourgeoisie européenne hésite à assumer jusqu'au bout : contribuer au développement des forces productives jusqu'au niveau maximum dont le système capitaliste est alors capable.

En France en effet, après l'écrasement de la Commune de Paris et la répression menée par le gouvernement d'ordre moral, la bourgeoisie républicaine représentant les intérêts des industriels jusqu'alors mis en minorité, dominés par les détenteurs de valeurs, a pu se permettre en s'appuyant sur les traditions jacobines de mobiliser à nouveau une partie des travailleurs et de la petite bourgeoisie, en particulier les instituteurs contre les anciennes classes féodales soutenues par une fraction de la bourgeoisie, les banquiers, pour asseoir son pouvoir, alors qu'ailleurs, face au prolétariat de plus en plus puissant et organisé, les différentes bourgeoisies européennes dans leur majorité préféraient sacrifier une partie de leurs intérêts et se vautrer derrière ces anciennes classes.

C'est qu'il n'y a pas vraiment, ailleurs qu'en France, de bourgeoisie radicale s'appuyant sur un passé vivant dans la conscience des masses ; en France par contre, si forte est l'actualité de la Révolution, si omniprésent le mythe de la République, que les ouvriers eux-mêmes frappés par l'échec de la Commune votent pour les républicains. C'est la revanche de Robespierre. Engels dans sa correspondance à P. Lafargue souligne ces circonstances historiques particulières à la France : « *Une bourgeoisie lâche comme celle d'Allemagne et de Russie sacrifie ses tendances générales de classe aux avantages provisoires de la répression brutale. Mais une bourgeoisie qui*



*possède sa propre histoire révolutionnaire comme la bourgeoisie anglaise et particulièrement la bourgeoisie française ne peut le faire avec autant de facilité. D'où cette lutte au sein de la bourgeoisie elle-même qui malgré des accès passagers de violence et d'oppression la poussée en avant dans l'ensemble. »* Après l'écrasement de la Commune de Paris et la tentative de restauration monarchiste en 1871-1876, fonder la République en France, conforter l'Etat bourgeois, c'est battre l'Eglise qui condamne la Révolution de 1789 et les droits de l'homme, l'Eglise qui affirme que la république est un régime contre nature et qui voue le pays au Sacré-Cœur. Fonder la république c'est mobiliser les travailleurs et le peuple en général, donc lui apprendre à lire la presse républicaine comme les bulletins de vote des républicains dans le cadre du suffrage universel.

C'est ainsi qu'en 1881 la bourgeoisie républicaine mettra en place l'Ecole laïque gratuite et obligatoire contre une de ses fractions ultraréactionnaire et cléricale. C'est ainsi que la bourgeoisie républicaine qui entend « *défendre contre la réaction la société égalitaire du Code Civil* » proclamera après l'affaire Dreyfus la séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'est Ferry qui se réclame « *de la grande passion d'avoir constitué cet Etat laïque, d'avoir achevé de rendre les organes de la société exclusivement laïques, d'avoir enlevé au clergé son organisation politique, son rôle de corps de l'Etat* ». C'est Ferry qui explique : « *Il importe à la sécurité de l'avenir que la surintendance des écoles et la déclaration des doctrines qui s'y enseignent n'appartiennent pas aux prélats qui ont déclaré que la Révolution française est un déicide et que les principes de 1789 sont la négation du péché originel.* » C'est Ferry enfin et personne d'autre qui fait voter les lois constitutives de l'Ecole laïque gratuite et obligatoire en France. C'est aussi le bloc des gauches, vingt-cinq ans plus tard, qui fait fermer les écoles congréganistes et qui donne à la France le régime de séparation de l'Eglise et de l'Etat le plus radical du monde, ce que souligne La Croix à sa manière en décembre 1905 : « *La loi veut faire de notre pays une exception unique et monstrueuse, inconnue de l'histoire, inconnue de la Géographie ; un pays sans Dieu.* » C'en est fini du Concordat napoléonien ; la loi de séparation consacre le mouvement engagé en 1789 ; il n'y aura plus de budget du culte. C'est le moment où la république radicale baptise ses cuirassés Vergniaud, Condorcet ou Danton.

### **L'école laïque une conquête démocratique bourgeoise**

En même temps qu'elle institue l'Ecole laïque gratuite et obligatoire, la bourgeoisie républicaine en fait tout naturellement un instrument de diffusion de sa propre idéologie sous le masque d'une prétendue neutralité devant les croyances, la laïcité. L'Ecole laïque, école de classe bourgeoise, doit conforter la domination de classe de la bourgeoisie, la présenter comme immuable, éternelle, contre l'Eglise et les anciennes classes féodales mais aussi et de plus en plus contre le prolétariat ; il faut en particulier exorciser les démons de la Commune. Au conseil général des Vosges en 1879, Jules Ferry déclare : « *Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. On y exalte l'ancien régime et les anciennes structures sociales. Si cet état de chose se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871.* »

L'Ecole laïque doit donc faire disparaître les « *funestes théories de la lutte des classes* », elle doit préparer l'unité sociale en apprenant au prolétariat que le travail et le capital ne sont pas ennemis. Ferdinand Buisson, directeur de l'enseignement primaire, inaugurant une école en 1892, explique : « *Il n'est pas vrai qu'il y ait deux France, qu'il y ait deux peuples dans ce peuple. Il n'est pas vrai que la patrie notre mère ait enfanté deux races inconciliables. L'Ecole fera la lumière : dès que la lumière aura lui, les fantômes disparaîtront, nous apercevrons qu'il n'y a en France que des Français aujourd'hui tous égaux et demain, quoiqu'on fasse, tous frères!* » De fait, en histoire et instruction civique, partout est présente dans les livres de classe, la France républicaine vigilante et juste pour tous ses enfants, ouverte aux miracles de la science, confiante dans le progrès ; cette France que découvrent dans leur voyage les deux petits Lorrains émerveillés du best-seller de l'Ecole laïque qu'est « *Le Tour de France de deux enfants* » de G. Bruno et qui fait jaillir ce cri du cœur : « *Oh, dit Julien, j'aime la France de tout mon cœur, je voudrais qu'elle fût la première nation du monde.* »

Néanmoins, cette Ecole laïque telle qu'elle fut instaurée en France par le capitalisme ascendant sous la pression des besoins de son propre développement et comme produit de circonstances historiques particulières, ne peut être réduite à cette seule fonction idéologique à moins de confondre Ecole laïque et laïcité, c'est-à-dire de partir des explications que donne la bourgeoisie et non de la réalité vivante de la lutte de classe telle que la méthode marxiste permet de la dégager. L'Ecole laïque gratuite et obligatoire en France, conquête historique de la bourgeoisie républicaine contre les anciennes classes et l'Eglise, est bien un canal de diffusion des pensées dominantes parce qu'elle est subordonnée aux rapports matériels dominants. Marx écrit dans L'idéologie allemande : « *Les individus qui constituent la classe dominante possèdent, entre autres choses, également une conscience et en conséquence ils pensent ; pour autant qu'ils dominent en tant que classe et déterminent une époque historique dans toute son ampleur, il va de soi que ces individus dominent dans tous les sens ; entre autres, comme producteurs d'idées, qu'ils règnent sur la production et la distribution des pensées de leur époque ; leurs idées sont donc les idées dominantes de leur époque.* ». L'Ecole laïque est tout naturellement une Ecole de classe bourgeoise qui conserve d'ailleurs bien des traits de l'Ecole de caste féodale avec d'un côté un réseau payant destiné à la bourgeoisie avec les lycées et l'enseignement supérieur, et de l'autre un réseau destiné à la classe ouvrière. Mais toute déformée qu'elle soit, imprégnée de l'idéologie dominante, cette Ecole avait fondamentalement à ses origines, sous le capitalisme ascendant, une fonction pratique : contribuer au développement des forces productives jusqu'au niveau maximum dont le système capitaliste était alors capable ; c'est-à-dire former des producteurs en permettant l'accession de tous les enfants à l'école primaire ; c'est-à-dire renforcer la classe ouvrière et rompre avec l'Eglise, force contre-révolutionnaire champion de la réaction et de l'obscurantisme.

Marx, dans le Manifeste, écrit : « *Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même. Mais la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires* ». Ce n'est pas un hasard si l'Ecole laïque en France est unique au monde ; ce n'est pas un hasard non plus si en France même, la bourgeoisie républicaine a longtemps hésité avant de rompre avec l'Eglise : Ainsi la République laisse subsister un large secteur de l'enseignement aux mains de l'Eglise en n'instituant pas une seule Ecole pour tous ainsi que le revendiquaient les révolutionnaires de 1793. Ensuite, il ne faut pas oublier non plus que pendant des années « *Les devoirs envers Dieu* » feront toujours partie des

programmes et que les instituteurs seront très officiellement chargés de parler de « *L'ordre et de la perfection de l'Univers* », de « *La croyance à l'immortalité de l'âme* » ou encore « *De la manière d'adorer Dieu* » ; ces mêmes instituteurs qu'on confine alors dans une situation matérielle précaire, à qui on refuse le droit syndical et qu'on livre à la pression d'un quelconque seigneur de village ou d'un tyran industriel local.

C'est d'ailleurs d'une manière heurtée, pour le moins hésitante et confuse que la bourgeoisie républicaine, à travers l'Etat bourgeois dont elle s'est assurée le contrôle, réalise sa démarche historique, des lois scolaires à la loi de séparation en 1905 ; même lorsqu'elle rompt brutalement, elle s'efforce toujours de garder l'Eglise comme en réserve de la République. La politique du Bloc des gauches par exemple, telle que Combes l'appliquera avait été définie par Waldeck-Rousseau dès la constitution de son ministère en 1899 en ces termes : « *Lutter contre les congrégations qui ne sont pas nécessaires à l'Eglise et sont nuisibles à l'Etat* ». Autrement dit, il s'agissait en fait d'opposer le clergé séculier au clergé régulier, de faire croire à un antagonisme politique entre les deux. Combes a bien précisé lorsqu'il s'est agi d'exclure les congrégations : « *Nous admettons absolument que les membres d'une congrégation non autorisée qui a été dissoute recouvrent leur capacité d'enseigner s'ils cessent réellement d'appartenir à la congrégation. Ils ont à cet égard les droits de tous les citoyens.* » L'enseignement congrégationniste n'aura donc qu'à se séculariser pour retrouver ses droits. Telle est la base de l'anticléricisme bourgeois que Rosa Luxembourg analyse en ces termes dans un article de janvier 1903 : « *Pour les partis bourgeois, la lutte contre l'Eglise n'est donc pas un moyen mais une fin en soi; on la mène de façon à n'atteindre jamais le but ; on compte l'éterniser et en faire une institution permanente.* » C'est ainsi qu'on voit très concrètement le Bloc des gauches, en même temps qu'il combat les congrégations, offrir 50 millions à l'Eglise pour dédommager les missions catholiques en Chine de leurs pertes dans la guerre.

### **Anticléricisme et socialisme**

Le règne de la raison toute-puissante préparé par les philosophes du XVIIIème siècle et poussé jusqu'à la défaite de l'aristocratie et du clergé par les révolutionnaires de 1793 n'était que le règne idéalisé de la bourgeoisie. Néanmoins, comme l'explique Engels : « *Les grands hommes qui, en France, ont éclairé les esprits pour la Révolution qui venait, faisaient eux-mêmes figure de révolutionnaires au plus haut degré. Ils ne reconnaissaient aucune autorité extérieure, de quelque genre qu'elle fût. Religion, conception de la nature, société, organisation de l'Etat, tout fut soumis à la critique la plus impitoyable ; tout dut justifier son existence devant le tribunal de la Raison ou renoncer à l'existence. La raison pensante fut la seule et unique mesure à appliquer à toute chose. Ce fut le temps ou, comme dit Hegel, le monde était mis sur sa tête.* » Rien à voir avec la bourgeoisie républicaine de 1881 qui s'efforce de dévoyer le profond mouvement populaire en faveur de l'Ecole vers une mystique grotesque du progrès et un scientisme de pacotille.

Ainsi Jules Ferry qui déclare lors de sa réception à la loge Clémentine-Amitié : « *Ayant à faire une confession intellectuelle devant ceux qui veulent bien m'admettre parmi leurs frères, je déclare adhérer aux principes de philosophie morale que j'ai trouvés dans le positivisme qui est essentiellement la substitution de l'amour de l'humanité à l'amour de Dieu.* » Quant à Combes, il dénonce à la chambre en 1903 « *Le matérialisme borné de l'Ecole primaire laïque* » et déclare en pleine assemblée : « *Oui je suis philosophe spiritualiste et le regarde les idées religieuses comme les forces morales les plus puissantes de l'humanité.* » Enfin la Chaire d'histoire de la

Révolution française créée à la Sorbonne en 1885, et confiée à un radical, Aulard, va pendant des années offrir à la bourgeoisie républicaine une révolution sur mesure où jamais les Girondins et les Montagnards n'auront paru aussi près les uns des autres, sous les auspices d'un Danton débonnaire, promu héros national contre Robespierre qui fait encore peur. La bourgeoisie, en 1789 comme en 1881, met sans cesse en avant ses propres valeurs, ses propres idées ; mais plus le capitalisme se développe, plus ses idées deviennent des abstractions mystificatrices.

C'est qu'en 1871 une classe a fait irruption sur le devant de la scène et affirmé ses prétentions historiques : la classe ouvrière qui semble dire dès ce moment : « *Nous pouvons faire plus vite et incomparablement mieux* », C'est en effet la classe ouvrière qui, en 1871, à l'époque du capitalisme ascendant, dix ans avant les lois laïques, trente ans avant la sécularisation de Combes, instaura la séparation de l'Eglise et de l'Ecole comme de l'Eglise et de l'Etat ; c'est la classe ouvrière qui, entraînant derrière elle toutes ces couches de la petite bourgeoisie non liées directement au capital et à l'Eglise et brisant l'appareil d'Etat bourgeois, démontra par avance et pour toujours au monde effaré la fragilité et l'inachèvement de la démocratie dans le cadre de la propriété privée des moyens de production. Marx explique : « *Une fois abolies l'armée permanente et la police, instrument du pouvoir de l'ancien gouvernement, la Commune se donna pour tâche de briser l'autel spirituel de l'oppression, le pouvoir des prêtres ; elle décréta la dissolution et l'expropriation de toutes les Eglises dans la mesure où elles constituaient des corps possédants. Les prêtres furent renvoyés à la calme retraite de la vie privée pour y vivre des aumônes des fidèles à l'instar de leurs prédécesseurs les apôtres. La totalité des établissements d'instruction furent ouverts au peuple gratuitement, et en même temps débarrassés de toute ingérence de l'Eglise et de l'Etat. Ainsi non seulement l'instruction était accessible à tous mais la science était libérée des fers dont les préjugés de la classe et le pouvoir gouvernemental l'avaient chargée.* »

Néanmoins le capitalisme était encore capable de concéder des réformes, d'améliorer les conditions d'existence de la classe ouvrière, de permettre le développement du prolétariat. C'est la période de l'unification du marché mondial ; il y a encore un vaste champ d'expansion pour les pays d'Europe qui se livrent à une concurrence acharnée facteur de développement du capital. La lutte des classes était forcément contenue alors dans ces limites précises. C'est la période des réformes, la période du programme minimum que Marx rédige lui-même en 1880 pour le parti ouvrier français de Jules Guesdes et Paul Lafarge, ce programme minimum qui, insiste Marx, ne peut s'imposer que par la lutte de classe. Ainsi dans le programme les revendications dictées par les conditions immédiates se groupent et s'articulent en fonction du but final : la conquête du pouvoir par le Parti ouvrier. « *Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé comme moyen d'organisation et de lutte d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes [...] : suppression du budget du culte et retour à la nation des biens dits de mainmorte, meubles et immeubles appartenant aux corporations religieuses [...], abolition de toutes les lois sur la presse [...], suppression du livret [...], égalité de salaires à travail égal pour les travailleurs des deux sexes [...], instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société représentée par l'Etat et la commune.* » C'est la même position de fond que défend Rosa Luxembourg quelques années plus tard dans le mouvement ouvrier français.

Contre Jules Guesdes qui explique à propos de l'affaire Dreyfus et de la lutte entre l'Eglise et la République en général, que les prolétaires n'ont rien à faire dans cette bataille qui n'est pas la leur et qu'ils n'ont qu'à marquer les coups du dehors, elle déclare : « *Toute révolution bourgeoise voulant rester fidèle à ses devoirs devrait procéder à la confiscation des biens de l'Eglise. Les socialistes, en préconisant aujourd'hui cette mesure en France, en revendiquant en même temps la laïcisation générale de l'instruction et de l'assistance publique, ne font que contraindre la République bourgeoise à aller jusqu'au bout de ses principes et à moderniser bourgeoisement l'Etat. Si les camarades français voulaient transporter dans leur pays la tactique allemande qui correspond à des circonstances toutes autres et s'abstenir de prendre part à la lutte politique menée depuis trente ans entre la République et l'Eglise, s'ils déclaraient que toute cette querelle ne les intéresse pas ils se condamneraient à la nullité et à la stérilité dans la politique pratique.* »

En même temps, contre les socialistes comme Millerand, soutenu un moment par Jaurès, qui au nom de la lutte contre la réaction et les curés, au nom d'une tâche progressiste que semblait s'assigner le gouvernement Waldeck-Rousseau, acceptent l'invitation qui leur est faite de participer à ce gouvernement aux côtés du général versaillais Gallifet l'étrangleur de la Commune, Rosa Luxembourg réaffirme avec énergie : « *Si les socialistes devaient prendre part sérieusement, sans prononcer un mot de critique aux pitoyables simulacres de combat des parlementaires radicaux, s'ils ne proclamaient à toute occasion que les bourgeois mangeurs de prêtres sont avant tout des ennemis du prolétariat, le but propre de l'anticléricalisme républicain serait atteint, la lutte de classe serait frappée de corruption. Non seulement le combat contre la réaction cléricale resterait sans espoir mais le danger qui, pour la république et le socialisme, résulte de l'accouplement de l'action prolétarienne et de l'action bourgeoise serait incontestablement plus grand que les inconvénients que l'on peut redouter des menées réactionnaires de l'église.* »

Autrement dit, le prolétariat est intéressé à la défaite de l'aile réactionnaire de la bourgeoisie dans l'affaire Boulanger comme dans l'affaire Dreyfus. « *Intéressé* », c'est-à-dire qu'il ne défend pas en soi la démocratie bourgeoise qui, comme le dit Engels, est « *une hypocrisie* », « *un mensonge* », « *une contradiction dans les termes* » ; le prolétariat doit se mobiliser avec ses méthodes et ses organisations contre l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie et des anciennes classes féodales, pour la défense des libertés démocratiques à partir desquelles il peut se renforcer et se déployer pour sa propre action révolutionnaire indépendante. Cette thèse fondamentale de Marx et Engels, reprise ici par Rosa Luxembourg, à savoir que c'est au prolétariat, avec ses propres méthodes révolutionnaires et son parti autonome, qu'il revient de défendre ou de mener à leur terme les conquêtes historiques bourgeoises contre la bourgeoisie, va prendre à l'époque du déclin du capitalisme, avec l'impérialisme, une plus grande acuité encore.

### **L'impérialisme c'est la réaction sur toute la ligne**

Août 1914, c'est la guerre, il faut faire l'union sacrée, mettre au pas la classe ouvrière. Maloy, ministre de l'Education nationale, suspend l'application de la loi de 1904 sur les congrégations enseignantes qui sont rétablies dans la plénitude de leurs droits. Juillet 1919, la Chambre Bleu Horizon vote la loi Astier autorisant l'Etat et les collectivités publiques à subventionner des écoles privées d'enseignement technique, première d'une série de mesures remettant petit à

petit en cause les principes démocratiques affirmés en 1905 ; 1923 la bourgeoisie qui a assisté en grande pompe à Rome à la canonisation de Jeanne d'Arc, encourage une vaste entreprise de rechristianisations qui commence par la création de mouvements comme ceux des jeunesses chrétiennes, la JOC, la JAC et la JEC, ou dans l'enseignement public celui des institutrices catholiques qui forment une véritable organisation : les Davidées, du nom du livre de René Bazin « *Davidée Birot* ».

Quant aux radicaux, il suffit en 1925 que l'épiscopat français lance une vaste campagne contre l'Ecole laïque recommandant de faire adresser aux parlementaires des pétitions signées par « *les personnalités les plus considérables de la Banque de l'industrie et du commerce* » pour que l'assemblée du Cartel des gauches, favorablement impressionnée, renonce à étendre à l'Alsace-Lorraine la législation républicaine ; Herriot, président du Parti Radical, pseudo-champion de la laïcité et ministre de l'Instruction dans le ministère d'union nationale de Poincaré, se signale alors par une activité sans faille au service de la répression contre les instituteurs de l'Ecole laïque, tout en autorisant par décret des congrégations missionnaires dont l'activité apparaît comme « *nécessaire aux colonies* ». Le parti radical se décompose ; de plus en plus il ne subsiste que comme agent direct du capital financier. La bourgeoisie dans son ensemble est non seulement incapable de mener à terme un programme démocratique mais encore elle s'efforce de rétablir le clergé dans ses propriétés et ses prérogatives, elle essaie de reconstituer un parti clérical.

C'est très exactement l'expression de ce que Marx avait établi comme un pronostic à l'époque du capitalisme ascendant et que Lénine a exprimé scientifiquement dans L'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Un changement radical s'est effectué avec le passage du capitalisme à son stade impérialiste ; le système de la propriété privée des moyens de production, de forme progressive qu'il était, est devenu une entrave insupportable ; son maintien, c'est la réaction sur toute la ligne à commencer par sa première manifestation dans le temps, la première guerre mondiale et ses trente millions de morts. Dans ce mouvement, la bourgeoisie en bloc opère tout naturellement un rapprochement avec l'Eglise, force matérielle redoutable dotée d'une expérience séculaire au service de toutes les réactions, contre tous les opprimés, et désormais puissance idéologique particulièrement qualifiée pour faire accepter la putréfaction qu'engendre le maintien du système de production ; il n'y a plus de place pour un parti de réformes démocratiques.

Trotsky écrit dans Où va la France : « *Non seulement le capitalisme ne peut donner aux travailleurs de nouvelles réformes sociales, ni même de simples petites aumônes, mais encore il est contraint de reprendre même les anciennes. Toute l'Europe est entrée aujourd'hui dans l'ère des «contre réformes» économiques et politiques. La politique de spoliation et d'étouffement des masses n'est pas le fruit des caprices de la réaction mais résulte de la décomposition du système capitaliste. C'est là le fait fondamental et tout ouvrier doit le comprendre s'il ne veut pas être dupé par des phrases creuses. C'est précisément pourquoi les partis démocratiques se décomposent et perdent l'un après l'autre leurs forces, dans l'Europe entière. Le même sort attend les radicaux français. Seuls des gens sans cervelle peuvent penser que la capitulation de Daladier ou la servilité d'Herriot devant la pire réaction résultent de causes fortuites ou temporaires ou du manque de caractère de ces deux lamentables chefs. Non les grands phénomènes politiques ont toujours de profondes racines sociales. La décadence des partis*

*démocratiques est un phénomène universel dont les causes sont dans la décadence, du capitalisme lui-même. »*

Le système capitaliste voue la civilisation humaine à la dégradation et à la ruine ; le dernier mot de la désagrégation du capitalisme de monopole est au fascisme. C'est ce qui fonde le combat pour la révolution prolétarienne mondiale ouverte en Russie en 1917. Ce qui ne veut pas dire que les plans du capital s'exercent de façon linéaire, quasiment mécanique. Ce serait un schéma absurde et parfaitement contraire à la réalité même du développement historique. La remise en cause de la démocratie bourgeoise n'entraîne pas automatiquement sa disparition. Elle peut se survivre en fonction du rapport de force entre les classes. Ainsi, en France, dans les années 30 la bourgeoisie n'est pas parvenue à écraser le prolétariat comme en Allemagne et les luttes de la classe ouvrière ont eu par exemple pour conséquence d'incorporer dans la valeur de la force de travail des besoins plus étendus dans le domaine du savoir et de la connaissance et d'imposer à la bourgeoisie des concessions sur le plan de l'enseignement. Ces concessions arrachées par la classe ouvrière se sont cristallisées dans l'école laïque qui est devenue alors un enjeu de la lutte de classe et s'est incorporée au combat plus général pour la défense et l'extension des positions démocratiques. On assiste par exemple à partir de 1933 au démarrage de l'enseignement secondaire comme produit des luttes de classe du prolétariat et non de la bonne volonté du législateur, même si c'est surtout la petite et moyenne bourgeoisie qui en profite. En effet la bourgeoisie avait besoin d'une série d'exécutants, cadres et bureaucrates que l'enseignement primaire ne suffisait pas à former d'où le développement limité du secondaire avec le vote de la gratuité ; mais la classe ouvrière s'engouffre dans la brèche et impose à la bourgeoisie d'aller bien au-delà de ce qu'elle avait prévu en fonction de ses propres besoins même si encore une fois seule la petite bourgeoisie en profite alors. En même temps, bien sûr, le mouvement naturel du capital est de vider ces acquis de leur contenu, de les détruire. Ce n'est pas un hasard si les discussions sur les notions nouvelles d'orientation et de sélection apparaissent pour la première fois en 1932 après le vote de la gratuité dans le secondaire lorsque les circulaires officielles réglementant l'entrée en 6ème et déterminant les conditions de passage dans les autres classes. Deux ans plus tard, Gaston Doumergue, soutenu par les radicaux, multiplie les décrets-lois contre les instituteurs, soutient les ligues fascistes et fait tirer sur les travailleurs à Brest et à Toulon.

A l'époque de l'impérialisme le maintien des acquis, les réformes sociales, la défense et l'extension des libertés démocratiques ne peuvent être que les sous-produits de l'action révolutionnaire du prolétariat pour installer son propre pouvoir. Voilà pourquoi le prolétariat dans les pays arriérés, comme la Russie de 1917, résout les tâches de la révolution démocratique en passant, comme sous-produit de son action révolutionnaire socialiste ; inversement, toute action révolutionnaire du prolétariat passe nécessairement par la défense contre la bourgeoisie décadente des acquis révolutionnaires de la classe ouvrière et des libertés démocratiques dont elle nourrit sa conscience et à partir desquelles elle se déploie, en particulier l'école laïque en France qui devient une position du prolétariat dans son combat révolutionnaire contre la bourgeoisie. Si le prolétariat des pays capitalistes avancés ne peut arriver au pouvoir que par la voie révolutionnaire et pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, pour la voie révolutionnaire précisément, il a besoin de s'appuyer sur les libertés démocratiques et ses propres acquis révolutionnaires au sein de la démocratie bourgeoise, contre la bourgeoisie décadente. Aussi défend-il ces libertés démocratiques, ses positions de classe contre le fascisme et pas la démocratie bourgeoise en soi. Autrement dit, à l'époque de l'impérialisme, le problème



est le suivant : qui détruira la démocratie bourgeoise, le capital ou le prolétariat ? Dans le premier cas c'est l'instauration du fascisme, l'écrasement de la classe ouvrière, dans le second c'est l'instauration de la république ouvrière, de l'Etat-commune, de la véritable démocratie.

### **La révolution socialiste et l'école « prolétarienne »**

En 1918, en Russie, une des premières mesures que prennent les bolcheviks après la Révolution est de décréter la séparation de l'Eglise et de l'Etat comme la séparation de l'Eglise et de l'Ecole. Les terres de l'Eglise sont alors distribuées aux travailleurs et ses capitaux décrétés propriété du pouvoir soviétique, la religion est déclarée affaire privée. Le décret du Conseil des commissaires du peuple du 16 octobre 1918 stipule : « Article 3 : l'enseignement dans les écoles du premier et du second degré est dispensé gratuitement. [...] Article 4 : la fréquentation des écoles du premier et du second degré est obligatoire pour tout enfant ayant atteint l'âge scolaire. [...] Article 6 l'enseignement religieux de, quelque confession qu'il soit aussi bien que les pratiques religieuses sont interdits dans les locaux scolaires. [...] Article 7 : la classification des maîtres d'après des catégories est abolie. [...] Article 10 : le nombre d'élèves dont un travailleur scolaire a la charge ne doit pas dépasser 25. C'est sur la base de ce chiffre que doit être déterminée l'importance du personnel scolaire attaché à chaque établissement. » Laïcité, gratuité totale, obligation, la Révolution prolétarienne réalise en quelques semaines dans un pays arriéré ce que la bourgeoisie française, celle qui a été le plus loin contre les restes du monde féodal, a mis plus de cent ans à réaliser ou à codifier de façon d'ailleurs déformée et qu'elle commence alors à essayer de détruire. Mais le mouvement révolutionnaire du prolétariat ne se contente évidemment pas de mener à leur terme les tâches de la révolution démocratique bourgeoise contre la bourgeoisie elle-même.

Lénine, pour le quatrième anniversaire de la Révolution d'octobre, écrit en octobre 1921 : « Il y a cent cinquante et deux cent cinquante ans, les chefs éclairés de la révolution démocratique bourgeoise avaient promis aux peuples d'affranchir l'humanité des privilèges moyenâgeux, de l'inégalité de la femme, des prérogatives accordées par l'Etat à telle ou telle religion, de l'inégalité des nationalités. Cette promesse, ils ne l'ont pas tenue. Ils ne pouvaient le faire, car ils en ont été empêchés par le respect de la sacro-sainte propriété privée. [...] Nous avons résolu les problèmes de la révolution démocratique bourgeoise en passant, en cours de route, comme un produit accessoire de notre principale et véritable action révolutionnaire prolétarienne, socialiste. » « En passant », « en cours de route », « comme un produit accessoire » de l'action prolétarienne socialiste, c'est-à-dire comme un produit accessoire de l'expropriation du capital, de l'appropriation collective des moyens de production et d'échange, seules à même de jeter les bases matérielles d'une école digne de ce nom, ouverte sur la vie, développant l'homme dans toutes les directions. Le même décret des commissaires du peuple du 16 octobre 1918, rédigé par Lounatcharsky, définit les principes du travail scolaire : « Article 12 : le fondement de la vie scolaire doit être le travail productif, non pas conçu en tant qu'au service de la conservation matérielle de l'Ecole ou seulement en tant que méthode d'enseignement, mais en tant qu'activité productive et socialement nécessaire. Il doit être lié étroitement et de manière organique à l'enseignement et se doit de saisir scientifiquement la réalité extérieure dans sa totalité. Tandis que le travail productif va en complexité croissante et dépasse l'horizon de l'univers immédiat de l'enfant, il doit le rendre familier aux formes de production les plus diverses, jusqu'aux plus élaborées. »



Ainsi, dès la période de dictature du prolétariat, c'est-à-dire pendant la période où se préparent les conditions qui permettront ensuite la pleine réalisation du communisme, la période où il s'agit d'instruire une génération susceptible d'introduire définitivement le communisme, le programme scolaire du PCUS prévoit en 1919 « *la fourniture à tous ceux qui étudient, de nourriture, habillement, chaussures et matériel d'étude aux frais de l'Etat* », mais il prévoit aussi l'établissement d'un enseignement polytechnique « *donnant l'expérience dans la théorie et la pratique de toutes les branches essentielles de la production* », et Lénine explique en 1923 dans La Pravda : « *Nous devons élever l'instituteur de chez nous à une dignité qu'il n'a jamais eue, n'a pas et ne peut avoir dans une société bourgeoise. C'est là une vérité qui n'a pas besoin d'être démontrée. Nous devons nous acheminer vers cet état de chose en travaillant de façon systématique, persévérante et continue, à élever le niveau spirituel de l'instituteur, à le préparer dans tous les domaines à sa haute mission ; mais le principal, encore et toujours, c'est d'améliorer sa situation matérielle.* »

C'est comme produit de cette expérience de la Révolution russe que Trotsky complète et enrichit la théorie marxiste de la révolution permanente qui ne saurait se réduire à la transcendance de la révolution démocratique en révolution prolétarienne dans les pays arriérés. L'impérialisme c'est la réaction sur toute la ligne ; la bourgeoisie n'est plus capable de développer les forces productives, seul le prolétariat en s'emparant du pouvoir nationalement et internationalement le peut. Mais pour cela il faut un parti, un instrument qui s'assigne comme objectif la révolution mondiale, la prise du pouvoir partout par le prolétariat, la construction du socialisme. Le parti, fraction de l'Internationale qui, concentrant l'expérience des luttes de classe passées, puisse éclairer l'action révolutionnaire du prolétariat et répondre à cette question que se poseront des millions de travailleurs en 1936 : « *Comment en finir avec les gouvernements du capital, comment s'engager dans la voie du socialisme ?* »

En 1931, s'étaient déroulées les fêtes en l'honneur du cinquantenaire de la création de l'école laïque et du centenaire de la naissance de Jules Ferry ; ces fêtes étaient organisées par la Ligue de l'enseignement avec le concours du gouvernement et du syndicat national. Les réformistes et les radicaux avaient appelé alors le peuple de Paris à « *participer à l'apothéose du fondateur de l'école laïque* », et la France entière à « *rendre au tribun, au philosophe, à l'homme d'Etat, l'hommage qui lui est dû* ». Les enseignants staliniens organisés, au sein de la Fédération unitaire de l'enseignement, dans la Minorité oppositionnelle révolutionnaire, la MOR, s'étaient déchaînés quant à eux contre l'école laïque « *plus dangereuse que l'école confessionnelle* » et contre les instituteurs « *condamnés à diffuser un enseignement bourgeois* ». Une brochure du PCF expliquait alors, entre autre : « *L'une des raisons pour lesquelles le prolétariat russe a pu se libérer le premier de l'exploitation bourgeoise est sans nul doute l'ignorance ou il se trouvait J...]. L'école laïque bourgeoise et l'école congréganiste bourrent également le crane, sont au même titre des instruments de domination du capital [...]. Il faudra ne négliger aucune occasion de marquer que l'école laïque et l'école confessionnelle sont également nuisibles pour le prolétariat, de les mettre toutes les deux dans le même sac [...].* » Seuls les dirigeants de la Fédération unitaire, communistes, trotskystes de l'opposition avaient mené cette bataille sur le terrain des libertés démocratiques comme un combat de classe contre la bourgeoisie et l'église : « *L'école laïque est une école de classe, ses méthodes et programmes constituent un plan d'asservissement des masses [...]. L'école laïque est cependant l'école populaire et l'ouvrier y envoie ses enfants de préférence à l'école confessionnelle [...]. La lutte pour la défense de l'école laïque est un moment de la lutte révolutionnaire [...]. Nous considérons que seule la révolution*

*nous permettra d'établir la véritable école prolétarienne, l'école du travail [...].* » Cette position leur avait valu d'être injuriés et menacés très précisément par la MOR ; c'était la IIIème période pour l'Internationale Communiste dirigée par Staline, le temps de l'ultra gauchisme où les PC dénonçaient aux ouvriers la social-démocratie « *frère jumeau du fascisme* » comme l'ennemi principal ; une politique qui, en Allemagne, devait frayer la voie au fascisme et dont Trotsky tirera le bilan en mars 1933 : « *Le stalinisme en Allemagne a eu son 4 août (...). Le communisme allemand ne peut renaître que sur une nouvelle base et avec une nouvelle direction.* » C'était le premier pas vers la IVème Internationale.

### **Les fronts populaires contre la révolution prolétarienne**

En juin 1936, c'est la grève générale qui s'accompagne partout de l'occupation des locaux. De plus en plus s'affirme la volonté de dépasser les revendications partielles. Trotsky écrit : « *La Révolution française a commencé.* » Dans cette situation, menacé de tout perdre, le patronat accorde à Matignon la semaine de quarante heures, des augmentations de salaires substantielles, les conventions collectives et les congés payés. C'est dans le même mouvement que sont établis les décrets-lois contre les salaires des fonctionnaires, que les instituteurs sont reclassés dans la catégorie B, la scolarité obligatoire prolongée jusqu'à quatorze ans. La bourgeoisie ne cédait visiblement que parce qu'elle était menacée de perdre tout. Mais ces conquêtes sociales, la classe ouvrière ne pouvait les assurer durablement qu'en brisant l'appareil d'Etat bourgeois et en instaurant son propre pouvoir. Inversement le prolétariat ne pouvait mener sa propre action révolutionnaire, socialiste qu'en défendant les conquêtes démocratiques bourgeoises et ses propres acquis révolutionnaires contre la bourgeoisie elle-même.

Ce n'est pas un hasard si staliniens et réformistes qui combattent alors à l'intérieur du mouvement ouvrier contre la centralisation des luttes de la classe ouvrière au niveau de l'Etat et remettent en cause l'hégémonie du prolétariat dans la lutte des classes en refusant de rompre avec la bourgeoisie, abandonnent le combat contre l'Eglise pour la défense des libertés démocratiques, en particulier la législation laïque ; ceux qui combattent la révolution prolétarienne ou la renvoient aux calendes grecques au nom de la lutte pour la démocratie et les revendications sont fatalement obligés d'abandonner la démocratie et les revendications.

En 1935, l'accord entre Lavai et Staline déclare « *Les deux pays ont le devoir de ne laisser en rien affaiblir les moyens de la défense nationale. A cet égard M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité.* » Le rôle des partis communistes est tout tracé : ils devront voter les crédits de guerre, cesser de se situer sur le terrain de la lutte de classe, expliquer que la révolution n'est pas possible, préparer l'union sacrée du prolétariat derrière sa bourgeoisie en présentant l'alliance avec les radicaux, parti du capital, comme le moyen de conquérir les classes moyennes ; staliniens et réformistes entretiennent alors le mythe d'une bourgeoisie « *démocratique* » où « *républicaine* ». C'est le Front populaire, l'alliance avec les partis bourgeois qui ne s'arrête pas d'ailleurs aux radicaux; en 1935 Duclos explique : « *Nous ne repoussons pas des hommes qui sont à la droite du parti radical, qu'ils veulent défendre avec nous la liberté.* »

Sur ce terrain de la collaboration de classe, il ne peut y avoir que capitulation et défaite. Ainsi, le 26 octobre 1937 Thorez déclare : « *Il en est de même en ce qui concerne la défense, contre le*

*fascisme, des libertés démocratiques, au premier rang desquelles figure la liberté de conscience. Et la liberté de conscience suppose, exige la liberté, le libre exercice du culte, le libre choix de l'enseignement. »* Ainsi se trouve abandonnée la revendication démocratique fondamentale d'une seule Ecole laïque, gratuite et obligatoire. De fait, dans son point 6 sur l'Ecole et la liberté de conscience, le programme du Front populaire préconise : « 1) *d'assurer la vie de l'Ecole publique, non seulement par les crédits nécessaires, mais par des réformes telles que la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à quatorze ans et la mise en pratique dans l'enseignement du second degré, d'une sélection indispensable comme complément de la gratuité; 2) de garantir à tous, élèves et maîtres, la pleine liberté de conscience, notamment, par le respect de la neutralité scolaire, de la laïcité et des droits civiques du corps enseignant. » « Une sélection, indispensable complément de la gratuité », la laïcité réduite à « la neutralité scolaire », tel est le prix à payer à la collaboration de classes.*

D'ailleurs, en 1937, Léon Blum, chef du gouvernement de Front populaire, accorde une interview au journal des dominicains Sept où il explique : « *Vous me demandez si je crois possible une collaboration entre les catholiques français et le gouvernement de Front populaire? Assurément, je la crois possible. [...] Serait-il si difficile de tirer des deux encycliques que le Saint Siège, à un demi-siècle de distance consacrait aux problèmes sociaux, des formules voisines de celles que le gouvernement de Front populaire s'efforce de transposer dans la légalité républicaine ?* » Il s'agit ici de l'encyclique *Rerum novarum* promulguée par Léon XIII en 1891, complétée par l'encyclique *Quadragesimo Anno* de 1931 faite par Pie XI, qui définissait officiellement pour la première fois le catholicisme social fondé sur l'union des classes, la famille, la propriété privée contenue dans de justes limites et une condamnation du faux remède socialiste « *qui pousse à la haine jalouse des pauvres contre ceux qui possèdent* ». « *L'erreur est de croire que les deux classes sont ennemies et nées l'une de l'autre comme si la nature avait armé les riches et les prolétaires pour qu'ils se combattent [...]. Les deux classes sont appelées par la nature à s'unir harmonieusement [...]. Il ne peut y avoir de capital sans travail ni de travail sans capital.* » Un peu plus tard, le radical Chautemps déclare : « *Le conflit entre l'Eglise et l'Etat appartient au passé. Le cardinal Pacelli que j'ai reçu à Paris en ma qualité de chef du gouvernement a dû rapporter au Saint Père un tableau exact de la situation religieuse. J'ai lieu de croire que le pape en a été satisfait. Nous autres nous en sommes enchantés, car l'union de toutes les forces nationales s'impose* ».

De Thorez à Chautemps la boucle est bouclée, la voie est ouverte à Pétain et à la réaction sur toute la ligne. L'Ecole laïque gratuite et obligatoire est officiellement déclarée responsable de la défaite. Ainsi les écoles confessionnelles reçoivent de multiples subventions, les écoles normales sont supprimées par la loi du 18 septembre 1940 et les syndicats enseignants sont dissous ainsi que la Ligue française de l'enseignement; la gratuité est abolie dans les lycées et les collèges en première et dans les classes terminales ainsi que dans les classes préparatoires aux grandes écoles ; une loi de janvier 1941 prescrit que l'instruction religieuse - une heure et demie par semaine - sera comprise, à titre d'enseignement à option, dans les horaires scolaires, et on recommande l'instruction à l'usine, sur le tas, comme on dénonce les mensonges et la vanité de l'instruction générale ; Victor Hugo est alors exclu de la littérature classique française comme le *Tartuffe* de Molière est déconseillé ; quant aux manuels d'histoire, ils dénoncent la république laïque et franc-maçonne qui a « *appliqué un programme scolaire anti-catholique et anti-religieux ou ils résument la Révolution française en ces termes : «Dix ans d'horreurs sanglantes, de ruines, de misères et de guerre.»*

Cette défaite, la classe ouvrière n'en portait pas la responsabilité. Les dirigeants officiels du mouvement ouvrier, eux, par contre, étaient responsables, en particulier les dirigeants du PCF qui ne faisaient qu'appliquer la politique criminelle de la bureaucratie stalinienne, cette bureaucratie née de l'isolement de la Révolution russe, consolidée après chaque défaite du prolétariat mondial. C'est de cette expérience comme de celle de toute l'histoire antérieure du mouvement ouvrier qu'est né le Programme de transition sur lequel fut fondée la IV<sup>ème</sup> Internationale.

Ces principes généraux établis, il reste, camarades, à revenir sur la situation en France depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

### **Les rapports politiques entre les classes au lendemain de la seconde guerre mondiale**

En 1944, à la fin de la seconde guerre mondiale, face aux Etats bourgeois disloqués, face à une classe dominante complètement discréditée, la classe ouvrière d'Europe s'organisait et posait le problème du pouvoir: les commissaires de la République, envoyés dans chaque région par de Gaulle pour faire reconnaître son gouvernement, trouvent en face d'eux des autorités de fait, des forces spontanées armées, issues pour la plupart des FTP et constituées en milices patriotiques, qui mettent à l'ordre du jour l'expropriation du capital. En effet pour des masses et des masses d'hommes et de femmes qui occupent les usines et vont gonfler les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, la libération du joug hitlérien va de pair avec l'expropriation du système qui a conduit à la guerre. C'est comme produit de cette situation révolutionnaire que seront arrachées par exemple les ordonnances de décembre 1944 et d'octobre 1945 sur l'organisation de la Sécurité sociale, ou que les lois de Vichy - suppression des écoles normales, subventions à l'école privée, instruction religieuse obligatoire - seront abrogées.

Il faudra toute la force du PCF, le plus puissant des partis ouvriers, auréolé du prestige que lui confèrent les sacrifices des travailleurs soviétiques pour la défense des conquêtes d'octobre contre le nazisme et gonflé par l'afflux des masses dressées contre le personnel politique de la bourgeoisie complètement discrédité, pour contenir cette situation révolutionnaire et reconstruire l'Etat bourgeois. C'est le moment où Thorez rentré de Moscou, J. Duclos ou B. Frachon expliquent aux travailleurs que l'heure n'est pas venue d'exproprier le capital ou bien encore qu'il n'y a qu'une seule autorité dans l'entreprise, le patron patriote avec qui les ouvriers doivent s'unir pour « *produire d'abord et revendiquer ensuite.* » Il faut rendre les armes, liquider les comités ouvriers et intégrer les FTP à l'armée. « *Il faut un seul Etat, une seule armée, une seule police* » comme le déclare Thorez le 21 janvier 1945. Partout contre les masses et derrière « *la fraternité retrouvée du peuple tout entier* » se profile la collaboration de classe.

En septembre 1945 le congrès de la Ligue française de l'enseignement qui a mis à l'ordre du jour la réforme de l'enseignement se tient en présence et sous les auspices de de Gaulle, assisté de Capitant et de Soustelle. Quant à Thorez, il déclare : « *On s'est moqué de nous autrefois. Certains nous criaient « unité sans curé » ou bien « les curés avec nous Eh oui ! Les curés avec nous. Beaucoup étaient avec nous, avec tous les bons Français, dans le combat pour la liberté et pour la France. Le sang des catholiques, des communistes, des Français et des Françaises, de tous les partis et de toutes les croyances, le sang de tous nos héros, de tous nos martyrs a fécondé notre*

*soi et scellé notre unité nationale. Ce n'est pas nous, communistes, qui pourrions manquer à cette sublime leçon d'unité et briser les liens noués par le sacrifice des meilleurs. »* Rien d'étonnant à ce que ce « *fils du peuple* » se retrouve peu de temps après au gouvernement comme ministre d'Etat avec des collègues du MRP, le parti à qui revient alors la tâche difficile s'il en est, de faire passer à l'Eglise le cap difficile de la période de la libération.

Il ne saurait être question d'apprécier le plan Langevin-Wallon indépendamment de cette situation. Ainsi la question première n'est pas de savoir si telle ou telle mesure du plan Langevin-Wallon était juste ou non, mais bien plutôt de savoir si la principale des revendications, l'expropriation du capital et de l'Eglise, s'y trouvait au centre, en impulsait toutes les données, renforçait et éclairait la classe ouvrière pour sa propre action révolutionnaire. Or le plan dans son préambule se place délibérément dans le cadre du maintien de la propriété privée des moyens de production. Ainsi, à la question essentielle de qui reconstruit l'Ecole, il répond : « *La bourgeoisie héréditairement appelée à tenir les postes de direction et de responsabilité ne saurait plus seule y suffire.* » Le principe du plan c'est la collaboration de classe, la reconstruction de l'Etat bourgeois au lendemain de la guerre. Le plan Langevin-Wallon se situe dans une perspective tracée par le Comité national de la résistance, reprise et étayée par le Parti communiste français pour sa politique de collaboration de classe; bien loin de renforcer le combat des travailleurs, des enseignants et des parents, il ne pouvait conduire qu'à la démoralisation, la passivité, car tous attendaient une autre perspective ; il faisait partie du combat politique mené par les dirigeants des partis ouvriers pour reconstruire l'Etat bourgeois sous la houlette de de Gaulle ; il visait essentiellement non pas à être réalisé mais à obscurcir la conscience des masses et des militants sur les tâches politiques du prolétariat seul à même, en prenant le pouvoir, de développer l'enseignement sur d'autres bases. Maintenant il est vrai que ce plan intègre des revendications légitimes comme les vingt-cinq élèves par classe ou le « *droit des jeunes à un développement complet* ». C'est bien compréhensible, car quel rôle politique aurait pu jouer un plan qui n'aurait pas intégré ces revendications ; de plus, ces revendications n'ont pas connu le moindre début d'application alors que le PCF et la SFIO se trouvaient au gouvernement. La question était en effet : qui peut prendre des mesures capables de réaliser les aspirations des travailleurs ? Certainement pas les capitalistes ; la politique des dirigeants ouvriers collaborant avec de Gaulle signifiait concrètement l'impossibilité de faire passer ces revendications dans la vie.

A partir de là, sur la base de la reconstruction de l'Etat bourgeois, un lien étroit relie le décret Poinso-Chapuis présenté en mai 1948 par le MRP et permettant déjà l'attribution de fonds d'Etat à l'Ecole privée, aux lois Marie-Barangé votées sous la IVème République en septembre 1951 et qui attribuent des bourses aux élèves fréquentant des établissements privés du second degré comme les écoles confessionnelles du premier degré. La démocratie bourgeoise succédant à Pétain réussissait à canaliser la lutte des classes avec le soutien des directions des grandes organisations ouvrières. Ce qui ne veut pas dire qu'elle réglait pour autant ses problèmes, bien au contraire. En effet, en même temps que la bourgeoisie entame une offensive contre l'Ecole laïque au profit de l'Eglise, on assiste à un développement considérable de l'école publique comme produit précisément de cette situation en France au lendemain de la guerre où le mouvement révolutionnaire des masses n'a été contenu qu'au prix d'un certain nombre de droits et garanties essentiels. Si on prend l'enseignement supérieur par exemple, le nombre d'étudiants passe de 75000 en 1938 à 130000 en 1950 donc avant que la vague démographique des lendemains de la guerre n'atteigne les facultés. Ainsi il y a eu une hausse

considérable du taux de scolarisation et cela non en raison d'un développement quelconque des forces productives mais en raison des rapports politiques entre les classes au lendemain de la seconde guerre mondiale qui obligeait la bourgeoisie à faire des concessions à la classe ouvrière et à la petite bourgeoisie sur le plan de l'enseignement. Cette situation allait devenir bientôt explosive pour la bourgeoisie. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la crise politique du régime parlementaire de la IV<sup>ème</sup> République. Cette forme politique parlementaire était totalement incapable de soumettre toutes les couches sociales aux exigences du capital financier et en premier lieu de soumettre la classe ouvrière ; qui dit en effet régime parlementaire dit droits, conquêtes, libertés pour le prolétariat. La crise de la IV<sup>ème</sup> République bourgeoise mettait à l'ordre du jour la république ouvrière. L'absence d'un parti révolutionnaire, la politique des dirigeants ouvriers ne le permirent pas. Le Parlement remit le pouvoir à l'homme providentiel, de Gaulle, pour ressouder l'Etat bourgeois en crise, soumettre toutes les couches de la société aux intérêts du capital financier.

### L'échec de la V<sup>ème</sup> république

L'impérialisme, c'est l'époque des guerres et des révolutions, mais les guerres, les risques d'anéantissement ne sont qu'un aspect du problème. Le capitalisme, y compris dans sa période de décadence reste le capitalisme ; les lois du capital continuent à fonctionner, en particulier la nécessité d'abaisser le prix de revient avec ses deux conséquences pour les travailleurs : d'une part, la surexploitation du travail, d'autre part, la substitution de la machine au travail humain qui provoque le chômage. En particulier la bourgeoisie doit démanteler l'école comme formatrice de la force de travail. Marx explique dans Travail salarié et capital : « *Quels sont les frais de production de la force de travail elle-même ? Ce sont les frais qui sont nécessaires pour conserver l'ouvrier en tant qu'ouvrier et pour en faire un ouvrier.* » Le capital qui tend tout naturellement à réduire au plus bas le prix de la force de travail, tend tout naturellement à réduire au plus bas le prix d'une de ses composantes : la formation. Or, si dans sa phase ascendante le capital avait besoin d'une main d'œuvre qualifiée, au fur et à mesure de son développement il tend de plus en plus avec le machinisme à remplacer le travail vivant par le travail mort, le travail de l'homme par la machine ; il ne s'agit plus tant alors de réduire au plus bas le coût de la formation que de liquider celle-ci.

Cette tendance, partout dans le monde, le prolétariat la combat pied à pied par sa lutte révolutionnaire, avec toutefois en France une dimension particulière du fait des conditions historiques dans lesquelles s'est constituée puis maintenue à l'époque de l'impérialisme l'Ecole laïque gratuite et obligatoire. En France, liquider la formation c'est détruire l'Ecole laïque, conquête démocratique bourgeoise unique au monde dont le maintien est lié au premier pas du mouvement ouvrier organisé au sein duquel vont eux-mêmes s'organiser les enseignants ; une Ecole, et c'est essentiel, qui a connu précisément au lendemain de la seconde guerre mondiale une expansion sans précédent comme produit du rapport de force créé en France à la libération, Il y a longtemps aussi que la bourgeoisie a renoncé au formidable héritage culturel légué par ses ancêtres, notamment ceux qui préparèrent les esprits pour la Révolution de 1789, les philosophes du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Mais la bourgeoisie n'a jamais pu totalement éviter que le contenu de l'enseignement général, malgré tous ses efforts pour le dénaturer et l'appauvrir, ne reste un instrument de connaissance formateur de l'esprit critique. Aujourd'hui pour tenter de maîtriser les contradictions qui lui rendent insupportable son propre passé, elle est amenée à détruire tout de qui constitue, même de façon limitée, les éléments d'une méthode de réflexion

sur l'état de chose existant et est donc à ce titre intolérable. C'est bien de la liquidation des caractères démocratiques de l'Ecole bourgeoise dont il s'agit et l'on comprend aisément la place que prend l'Eglise dans cette entreprise.

En 1958, l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, facilitée par la politique des directions officielles du mouvement ouvrier, avait une signification bien précise : la démocratie bourgeoise n'avait pas pu régler la crise algérienne ni les problèmes de l'impérialisme français confronté à une concurrence internationale féroce ; il fallait résoudre l'affaire algérienne au compte des intérêts généraux de la bourgeoisie ; il fallait surtout payer la note de vingt années de relative paix sociale où la bourgeoisie avait dû reculer devant la tâche de laisser se développer une situation intolérable, en particulier dans l'Education nationale ; il fallait restructurer l'appareil de production, liquider tous les secteurs non rentables, refondre totalement l'enseignement ; il fallait affronter les travailleurs et les jeunes, remettre en cause leurs droits acquis, substituer le bonapartisme policier à la démocratie bourgeoise, mettre l'Eglise à contribution. A la fin de l'année 1959, est votée la loi Debré qui instaure la présence des aumôniers dans les écoles et organise à grande échelle la prise en charge de l'enseignement privé par l'Etat. M. Debré explique alors à la Chambre : *« Nous ne sommes plus à la fin du XIXème siècle, où l'Etat luttait contre la religion pour être l'Etat. Quand les représentants du pouvoir et non des moindres s'exclamaient : « le cléricalisme voilà l'ennemi ! », ils vivaient à une époque où il était nécessaire de libérer l'Etat national d'un certain nombre de sujétions. De nos jours, l'Etat national s'est libéré. Ou plutôt, s'il doit encore, comme toujours et sans cesse d'ailleurs, chercher à se libérer, c'est d'abord à l'égard de bien d'autres adversaires de son indépendance. Adversaires aujourd'hui plus dangereux pour son indépendance et son autorité que certains restes du passé. Il ne s'agit donc pas en ce qui concerne les religions, ou plutôt la religion catholique, d'une crainte quant à l'autorité de l'Etat. »*

De fait, une fois liquidée la guerre d'Algérie, avec la collaboration des directions du mouvement ouvrier l'Etat bonapartiste déverse des milliards sur l'Ecole privée et se lance dans une vaste entreprise de démantèlement de l'Education nationale ; un plan cohérent, élaboré en parfait accord avec les dirigeants du mouvement ouvrier comme aux colloques de Caen et d'Amiens qui jetèrent les bases de la réforme Faure contre les étudiants: un plan cohérent qui présente cependant un caractère irrationnel et constamment inachevé à cause de la résistance des enseignants, des jeunes et de l'ensemble des travailleurs. Une résistance qui commença en 1959 avec la pétition laïque et le serment de Vincennes, montrant bien que la classe ouvrière avait été battue sans combattre, se poursuivit avec la grève des mineurs en 1963, puis culmina avec la grève générale de mai-juin 1968 et le départ de de Gaulle en 1969. Les mêmes problèmes qui avaient amené la bourgeoisie à liquider les formes politiques de la démocratie bourgeoise et à redresser les liens avec la hiérarchie catholique n'avaient pas été résolus par la forme bonapartiste de l'Etat. Ainsi les plans Fouchet, Faure ou Guichard par exemple ne sont-ils passés que très partiellement dans la vie ; le second degré et l'enseignement supérieur n'ont pas cessé de se développer ; dans le même temps dans le supérieur les effectifs sont passés entre 1958 et 1965 de 170 000 à 420 000, dans le secondaire de 800 000 à 1 800 000. Aujourd'hui, face aux nécessités de la crise économique, financière et politique, c'est sur tout ce développement des vingt-cinq dernières années que la bourgeoisie doit revenir, alors même précisément que tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 1969 sont marqués profondément par l'échec de cette tentative du bonapartisme gaulliste de domestique et de

briser la classe ouvrière française, sont marqués par les nouveaux rapports existants entre les classes à l'échelle mondiale.

### Exproprier le capital

Ainsi non seulement la bourgeoisie n'est pas parvenue à démanteler complètement l'Education nationale, à liquider la collation des grades et diplômes universitaires par l'Etat, à réaliser l'autonomie complète des établissements scolaires, à détruire les droits et garanties des fonctionnaires, à privatiser totalement l'enseignement, mais encore la classe ouvrière a arraché un certain nombre de concessions qui sont venues renforcer cette position du prolétariat qu'est aujourd'hui l'école laïque, rendant la situation encore plus intenable pour le capital.

Tous ceux qui sentent attachés au maintien de l'ordre bourgeois ont alors avancé une « *explication* » à ce phénomène : le capitalisme aurait trouvé une nouvelle jeunesse ce serait le néo-capitalisme ou encore le capitalisme monopoliste d'Etat... développant les forces productives, ayant toujours besoin d'ouvriers qualifiés, d'ingénieurs et de techniciens ; le capitalisme pourrait ainsi jouer encore un rôle progressiste ; la révolution socialiste, ne serait pas à l'ordre du jour, pas plus d'ailleurs que le renversement de la Vème République : le programme commun ne se situe-t-il pas dans le cadre de la préservation de la constitution de 1958 ?

Seulement pour faire admettre cela, il faut forcer la réalité ; il faut par exemple trouver systématiquement « *des aspects positifs* » à toutes les réformes de l'enseignement. Or la réalité est toute autre. En effet si le bonapartisme gaulliste a échoué dans ses objectifs politiques fondamentaux contre la classe ouvrière, 17 ans de Vème République ont laissé des traces profondes : dégradation des conditions d'enseignement, abaissement général du niveau des élèves, développement de l'auxiliariat, déqualification professionnelle, aide considérable à l'enseignement privé confessionnel et mainmise directe du patronat sur l'enseignement professionnel... Toutes choses se combinant avec la marche vers une crise économique sans précédent.

L'agonie de la Vème République met à l'ordre du jour son renversement ; effrayés par les conséquences qu'entraîneraient inévitablement cette chute du régime instauré en 1958, à coup sûr une crise révolutionnaire ouverte posant la question du pouvoir politique comme enjeu immédiat de la lutte des classes, toutes les forces attachées au maintien de l'ordre bourgeois s'accrochent à la survie du régime.

La bourgeoisie conduit la société à la faillite. Aucune réforme sociale sérieuse et durable en faveur des masses exploitées ne peut être accomplie sous son règne. Au contraire ce qui est à l'ordre du jour c'est précisément la remise en cause des droits, conquêtes et libertés arrachés par le passé qui deviennent ainsi des enjeux de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat.

C'est pourquoi à l'effondrement de la Vème République il est urgent d'opposer la république ouvrière capable de s'attaquer à la racine du mal : la domination du capital sur la société.

C'est bien pourquoi aussi tous ceux qui prétendent lutter pour une démocratie « *authentique* », « *véritable* », « *renovée* » en renvoyant la lutte pour le socialisme à une date indéterminée sont amenés soit à remplir leur programme démocratique d'une masse de propositions sans



lever le petit doigt pour leur mise en application, soit à renoncer purement et simplement aux revendications démocratiques que la bourgeoisie rejette comme intolérables pour sa domination de classe. Le plus souvent d'ailleurs ils combinent les deux.

Combattre réellement pour les droits démocratiques est impossible en s'alliant avec la bourgeoisie; il n'est possible de mener ce combat sérieusement que par la voie révolutionnaire, par les méthodes de la lutte de classe du prolétariat. Renoncer à la lutte contre l'Etat bourgeois, pour l'expropriation du capital, pour chasser la bourgeoisie du pouvoir, c'est non seulement renoncer au socialisme mais encore renoncer à la démocratie pour lequel on déclare pourtant combattre.

C'est très exactement ce qui est en jeu avec l'exigence d'un système unique d'enseignement laïque, gratuit et obligatoire.

Cette revendication est en complète contradiction avec les objectifs politiques de la bourgeoisie ; celle-ci voudrait bien voir en effet l'Eglise s'occuper de la jeunesse pour lui inculquer cette bonne et saine morale que tous les hommes sont frères ; elle n'entend pas non plus accorder ou permettre le renforcement des droits démocratiques comme la gratuité ou l'égalité de tous devant l'enseignement qui même partiels et mutilés, ont permis le boom scolaire de l'après-guerre.

Sur cette question qui toutes ces dernières années était au centre de l'activité politique, les dirigeants des organisations ouvrières, en particulier ceux du PCF ont clairement pris position, préconisant l'entrée des prêtres dans l'enseignement au nom de la laïcité ouverte, dénonçant comme anticommuniste le mot d'ordre : « *Pas de curés, pas de patrons à l'école* », trouvant des aspects positifs à la réforme Fontanet, votant la loi Faure au Parlement tout comme les lois de juillet 1971 sur l'enseignement technique ou s'abstenant sur la loi Royer.

Le renoncement à la révolution prolétarienne conduit à renoncer aux libertés démocratiques sans même parler des mesures proprement socialistes comme l'expropriation des trusts de l'Edition, de l'Audiovisuel, ou des constructions scolaires, qui leur sont directement reliés. Que dire alors des 25 élèves par classe, de la gratuité totale des études, de ces mesures simples, nécessaires, seules à même de protéger la jeunesse de la décadence qu'engendre la décomposition de la société bourgeoise?

Que dire alors du combat pour retirer à l'Etat bourgeois le contrôle de l'enseignement, de l'éducation, de la jeunesse, pour le confier aux représentants élus des enseignants, des travailleurs et de la jeunesse, aux syndicats ouvriers ?

Toutes ces mesures, nécessaires, naturelles, immédiatement préhensibles, pour être réellement prises, nécessitent la rupture avec la bourgeoisie réactionnaire sur toute la ligne et son fidèle allié l'Eglise, le combat pour la révolution prolétarienne, pour l'expropriation du capital.

Il est indispensable de mettre un terme à la propriété privée des moyens de production et d'échange pour satisfaire les besoins des masses, pour éviter la catastrophe qui se prépare. Quel gouvernement peut exproprier le capital ?

Le gouvernement qui s'appuiera sur les partis, les syndicats, les comités que la classe ouvrière formera dans sa lutte, qui brisera la bourgeoisie, érigera le prolétariat en classe dominante, constituera le pouvoir ouvrier.